

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7265>



# Contre la criminalisation des exilé.e.s et de leurs soutiens !

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : lundi 1er juillet 2019

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Nous appelons toutes les organisations, citoyen.ne.s, personnalités engagées, à se rassembler le mercredi 3 juillet à 18h, place de la bataille de Stalingrad à Paris, pour dénoncer une atteinte inqualifiable aux droits humains les plus fondamentaux et soutenir l'ensemble des personnes exilées et leurs soutiens.**

La nuit du samedi 29 juin, Carola Rackete a été arrêtée par la police italienne après avoir accosté avec son navire dans le port de Lampedusa. A son bord, 42 personnes secourues dans les eaux internationales au large de la Libye. Après 17 jours d'errance en Méditerranée, la capitaine du Sea Watch 3 a pris la décision d'entrer sans autorisation dans le port, bravant ainsi les interdits du gouvernement italien et le silence de l'Union Européenne.

Elle l'a fait parce qu'il y a quelque chose au-dessus des lois immorales promulguées par le ministère de l'intérieur italien et de la lâcheté meurtrière de l'Union Européenne. Au-dessus, il y a l'humanité et le respect des droits fondamentaux. Carola Rackete a fait le choix de l'humanité. Elle et son équipage ont choisi de sauver 42 femmes et hommes exilé.e.s, condamné.e.s à se noyer au milieu de la méditerranée, ou à être torturé.e.s, violé.e.s, enfermé.e.s.



En niant le droit de ces personnes d'être secourues, l'Italie se rend complice de l'enfer qu'est devenue la Libye aujourd'hui pour les personnes exilées. En fermant les yeux et en se désresponsabilisant, la France se rend tout autant complice. En militarisant ses frontières et en déléguant l'accueil des personnes à des pays tiers, l'Union Européenne est responsable du délitement de leurs droits. En refusant d'intervenir, la Cour Européenne des Droits de l'Homme devient complice de cette atteinte aux principes les plus fondamentaux de notre humanité.

Exigeons que les personnes sauvées et que tou-te-s les exilé.e-s soient protégé.e-s et que leurs droits soient respectés. Exigeons que tous bateaux avec à leur bord des enfants, des femmes et des hommes en danger soient accueillis dans tous les ports de l'Union Européenne.

## **Contre la criminalisation des exilé.e.s et de leurs soutiens !**

---

Exigeons la libération immédiate et la levée des sanctions contre Carola Rackete, Pia Klemp et tout l'équipage du Sea Watch 3, symboles d'une humanité qui nous donne à toutes et tous, chaque jour, l'espoir et la détermination.

Nous appelons toutes les organisations, citoyen.ne.s, personnalités engagées, à se rassembler le mercredi 3 juillet à 18h, place de la bataille de Stalingrad à Paris, pour dénoncer une atteinte inqualifiable aux droits humains les plus fondamentaux et soutenir l'ensemble des personnes exilées et leurs soutiens.

Premiers signataires : Autres Brésils ; Fondation France Libertés ; Ritimo ; Syndicat Asso ; France Amérique Latine ; VoxPublic ; MRAP ; Ensemble ; United Migrants ; Union Juive Française pour la Paix ; Accueil de Merde ; Gisti ; Syndicat des avocats de France ; Centre Primo Levi ; L'Auberge des Migrants ; DAL - Droit Au Logement ; ActionAid France - Peuples Solidaires ; La Cimade ; Sherpa ; Ligue des droits de l'Homme ; RESF.